

Publié le 01 août 2014 à 06h00 | Mis à jour le 01 août 2014 à 06h00

Bilingue en 2017?



[Pierre Jury](#)

Le Droit

L'idée de faire d'Ottawa une capitale bilingue ne meurt pas. Et ne doit pas mourir avant qu'elle ne se concrétise. Mais le chemin pour y arriver est tortueux et n'a pas fourni bien des raisons de se réjouir jusqu'ici.

Le maire d'Ottawa, Jim Watson, par exemple, n'y croit pas. Depuis des années, il s'objecte à mieux garantir le statut du français dans la capitale sous prétexte que la situation actuelle fonctionne bien. Tant qu'il sera en poste, il sera difficile à convaincre et pourrait se poser en frein derrière toute avancée de ce dossier qui demeure, tant au plan symbolique que quotidien, un outil pour offrir plus et de meilleurs services en français aux quelque 150 000 francophones de la capitale.

Récemment, un nouveau groupe de citoyens a repris le flambeau du bilinguisme, le Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue. Trois de ses principaux visages sont Jacques de Courville Nicol, un homme d'affaires bien connu, la politologue de l'Université d'Ottawa Linda Cardinal, et Me Gérard Lévesque, à titre de conseiller juridique.

Le but : la reconnaissance d'Ottawa, capitale bilingue à l'occasion des Fêtes du 150e anniversaire de la Confédération, en 2017.

Trois années ne seront pas de trop pour relever un si difficile mandat. Il faut que les planètes s'alignent toutes dans le même sens afin que soient réduites au maximum les oppositions à cette idée surannée.

L'idée n'est pas nouvelle. Depuis la fusion municipale en Ontario, la question est revenue à l'ordre du jour. Glen Shortliffe, qui agissait comme conseiller spécial au plan de la gouvernance municipale, en 1999, l'avait recommandé au gouvernement de Mike Harris, en 1999. Ce dernier n'y avait pas donné suite.

Quelques années plus tard, Ottawa, ville qui réunissait les 11 anciennes municipalités de la région, s'est donnée une politique de services en français. Cette reconnaissance a été entérinée par le gouvernement de l'Ontario en 2004. Là encore, le statut de ville bilingue a été mis de côté. C'était l'art du possible et il y avait des obstacles politiques même au sein du gouvernement libéral de Dalton McGuinty.

Entre 2014 et 2017, une autre fenêtre s'ouvre. Il y a l'anniversaire qui fournit une belle occasion de marquer l'histoire et qui donne une cible nette dans un horizon temporel suffisamment long pour convaincre les réticents, mais pas trop long pour que la concentration des énergies nécessaires ne se disperse dans l'univers.

Un nouveau gouvernement est en place à Queen's Park. Dès son discours de victoire électorale, la première ministre Kathleen Wynne a prononcé quelques mots en français et démontré une ouverture peu commune. Une nouvelle ère s'ouvre aux francophones.

En 2003, lorsque M. McGuinty a été élu, la liste des attentes des Franco-ontariens face à leur gouvernement était longue. Une capitale bilingue n'était qu'une d'entre elles.

Au plan de la Francophonie, les années McGuinty ont mené à de belles récoltes. TFO a obtenu son indépendance de TVOntario, le Commissariat aux services en français est né - et relève aujourd'hui de l'Assemblée législative comme les autres agents du Parlement, l'hôpital Montfort n'a cessé de prendre de l'importance, l'offre en éducation en français s'est élargie et bonifiée, le nombre de régions désignées s'est accru, etc.

Pour les années qui viennent, il reste moins de choses à faire. Une université de langue française, une meilleure offre postsecondaire dans le centre-sud-ouest, notamment. Dans cette liste écourtée, Ottawa ville bilingue reprend du galon. Quant à M. Watson, il pourrait se retrouver bien seul dans son opposition...

La naissance d'un nouveau groupe de pression pour faire avancer le dossier du bilinguisme officiel de la capitale s'avère un signal aussi essentiel que prometteur que les énergies seront à la bonne place.

Une coordination de toutes les forces vives sera nécessaire. L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est mieux outillée que l'ACFO de 2004. Les Franco-ontariens ont appris de leurs erreurs stratégiques du passé. Seront-ils au rendez-vous d'ici 2017 ? Il faut l'espérer.

© La Presse, ltée. Tous droits réservés.